



DÉCLARATION LIMINAIRE CSE CENTRAL DU 17 ET 18 AVRIL 2019

france•tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

COMITÉ SOCIAL
ET ÉCONOMIQUE
17 ET 18 AVRIL 2019

Décidément, les ressources humaines, c'est un métier

A France Télévisions, c'est ce qu'on se dit tous les jours... Surtout quand ça va mal, d'ailleurs.

Quand, dans les stations régionales du réseau France 3, on laisse les situations pourrir, jusqu'à ce que des collègues soient tellement mal qu'ils décident de mettre leur vie en danger... Et là, évidemment, c'est la sidération, le gros malaise, l'expertise RPS...

Mais la direction va agir... !

« Dont acte », sauf que nous, nous attendons autre chose : un vrai travail de fond, de la prévention primaire, de l'analyse...

Des projets clairs pour chaque chaîne, pour chaque antenne et station, pour chaque rédaction. Et pas ce flou dans lequel on nous maintient, dans un contexte de réduction des effectifs, de chaînes sacrifiées, de stratégies floues y compris sur le numérique.

Quand, dans la presse, nous lisons les témoignages de nos collègues de Franceinfo.fr, qui parlent de harcèlement, de comportements sexistes, d'abus de pouvoir... Des faits dont la direction avait connaissance, des comportements combattus... par un séminaire... la belle affaire... Quand va-t-on s'interroger sur le fond : comment est-il possible que de jeunes mâles arrogants au surmoi défaillant soient aux manettes dans une entreprise qui signe des accords QVT et égalité professionnelle ?

Quand on entend des DRH parler d'épanouissement professionnel et personnel des salariés, alors qu'ils ne proposent, en termes d'évolution des métiers, rien de mieux qu'une régression des compétences de chacun, « tu fais un peu de caméra, un peu de rédaction, un peu de montage... et n'oublies pas de mixer les sons, aussi »...

Quand aucun IRH, RRH ou DRH ne monte au front pour défendre le maintien des permanences régulières de psychologues du travail et d'assistantes sociales. A supprimer... parce que ces permanences n'existent pas partout... Il fallait donc rétablir l'égalité... Il n'y en aura plus nulle part, des hotlines remplacent le contact humain et la connaissance du terrain et des salariés.

Tellement mieux, tellement plus moderne, tellement moins cher...

Quand, un peu partout, les DRH semblent découvrir que les expérimentations, c'est LA solution : il suffit de prendre une décision, de la mettre en œuvre, et de déclarer qu'il s'agit d'une « expérimentation »... et tout est permis. De Saint-Pierre et Miquelon à Antibes en passant par Saint-Etienne, Toulouse, Rennes ou Papeete... Partout, sous couvert d'expérimentation, la direction tente d'introduire des pratiques nouvelles sans les discuter. N'hésitant pas, ce faisant à contredire sa propre définition de l'expérimentation, écrite dans l'accord QVT qu'elle vante tant : l'expérimentation est basée sur un projet précis et discuté avec les organisations syndicales, et elle donne lieu à la signature d'un accord majoritaire. Mais il est vrai que parler d'« expérimentation », ça fait agile, ça fait co-construit... Alors pourquoi s'en priver. Les ressources humaines, plus on en parle, moins on les gère.

SUIVEZ-NOUS SUR

 @cfdt_ftv

 /cfdt.ftv

CFDT-FTV.FR



france•tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

COMITÉ SOCIAL
ET ÉCONOMIQUE
17 ET 18 AVRIL 2019

Que ce soit à Malakoff, où on laisse les salariés depuis des mois maintenant seuls face à la décision incompréhensible de fermer la chaîne France Ô et à la fuite des cadres de direction vers d'autres horizons plus sereins, peut-être. Des salariés qui doutent, aussi : depuis l'annonce de la candidature de leur directeur de l'information sur la liste présentée par la majorité présidentielle aux élections européennes, nombreux sont ceux qui se demandent si France Ô n'a pas fait l'objet de petits deals politiques personnels... Aux frais des ultramarins, d'une chaîne, aux frais des salariés...

Que ce soit au Siège, où les salariés qui collaborent au Soir 3 sont mis au pied du mur : on bascule cette édition phare de la Chaîne France 3 sur France Info – pourquoi, comment, on ne sait toujours pas !- il suffit de l'annoncer et de demander aux salariés concernés d'écrire le projet... Sans leur dire si au final, ils seront dans la dream-team sur France Info. 500 000 téléspectateurs certains soirs, contre quelques dizaines de milliers sur France Info. Quel est le but de l'opération ? On ne sait pas. Mais de fait, il s'agit d'une extension du périmètre de la Chaîne Info et donc de ses façons de travailler... Aujourd'hui le Soir 3... Demain, le 12/13 ? Puis le 19/20 ? Et ensuite ?...

Les ressources humaines, c'est aussi de la confiance. Pas sûr qu'à France Télévisions, ce soit encore vrai, pour le moment, nous n'avons que l'incertitude comme management.

Des financements constamment remis en cause : La seule politique visible est celle de la réduction budgétaire tous azimuts, le rapprochement des services, la suppression des sites, la réduction des effectifs, la remise en cause des frais de mission. Et puis il y a aussi, le projet de la suppression de la redevance...

De trop nombreux projets sans cap clair

C'est la période que choisit la Direction pour lancer des projets ambitieux et nécessaires (numérique, métiers) mais avec des moyens toujours à la baisse et sans associer les salariés à la réflexion nécessaire pour des changements aussi importants.

Une dégradation du climat social

Placés devant le fait accompli, considérés comme des facteurs de production sans inventivité, alors qu'ils sont tous attachés à leur entreprise et investis dans des métiers à haute qualification, les salariés de France Télévisions ne veulent plus être traités comme des pions et revendiquent leur droit à peser sur leur avenir !

Des réformes sans les salariés

Les projets technocratiques suscitent méfiance et rejet alors que c'est un tout autre chemin qu'il convient d'adopter, celui de la concertation, de l'enrichissement des projets par la reconnaissance du professionnalisme des salariés de France télévisions.

SUIVEZ-NOUS SUR

 @cfdt_ftv

 /cfdt.ftv

CFDT-FTV.FR

Paris, le 17 avril 2019

Nos Délégués syndicaux centraux

Vous souhaitez nous poser des questions ?

Contactez-nous au : 01 56 22 88 21